Nouvelles d'Europe - Janvier 2015 N° 1508

Grèce : une responsabilité partagée

François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur **Radio PFM (99.9)**
Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

Février 2015

La Grèce négocie avec ses créanciers pour réduire son énorme dette de 177 % du PIB. Le pragmatisme l'emportera. La Gréce, comme l'Union européenne, ne veulent pas d'une sortie de l'Euro et un compromis sera trouvé.
Il n'est toutefois pas inutile de faire un retour sur le passé pour savoir qui est responsable de cette situation.

C'est d'abord et avant tout la Grèce elle-même qui s'est mise en difficulté. Les causes sont connues : clientélisme, hypertrophie de la fonction publique, Etat incapable de recouvrer les impôts, fraude et évasion fiscale, budget militaire trop élevé, non-imposition des armateurs et de l'église.

Pourtant, les adhésions à l'Union, puis à l'euro, ont largement profité à la Grèce.
De 1981, date d'entrée dans l'Union, à 2002, son PIB a été multiplié par 3. Le pays a bénéficié de la dynamique du marché unique. Il a aussi reçu des subventions de l'Union Européenne. Depuis 1981 la Grèce a touché une moyenne de 3 milliards par an, soit 68 milliards de fonds structurels européens. Ces fonds sont destinés à aider les pays périphériques à rattraper le niveau de développement des pays d'Europe du Nord. Mais, pendant 30 ans, au lieu de servir à mettre à niveau l'économie et l'efficacité de l'Etat, ces fonds ont servi à des dépenses non productives : grands travaux d'infrastructure et développement des régions.

En 2001, la Grèce entre dans la zone euro. Elle bénéficie alors d'un nouvel avantage. Les créanciers internationaux ne faisaient pas de différence entre pays de la zone euro et les finançaient tous aux mêmes conditions. La Grèce a ainsi pu emprunter à des taux très faibles et en a largement usé. A partir de 2002, la croissance de la Grèce a encore augmenté. De 1982, entrée dans l'Union, à 2008, début de la crise, sa richesse a été multipliée par 7. En 2008 la tendance s'est retournée. Le trucage de ses comptes, la dette devenue insoutenable ont détourné les investisseurs. La Grèce ne pouvait plus financer sa dette. Elle a dû appeler à l'aide les autres pays de la zone euro, l'Union européenne et le FMI. Ils lui ont prêté 240 milliards, mais ont imposé en contrepartie une cure drastique d'austérité.
On a beaucoup plaint les Grecs pour la baisse de leur niveau de vie du fait de la crise. De 2008 à 2013 le PIB par tête a diminué de 23 %. Mais il ne faut pas oublier que ce même PIB avait augmenté d'autant, entre 2001 et 2008. La perte de richesse de la Grèce depuis le début de la crise, est exactement ce qu'elle avait gagné en richesse après son entrée dans la zone euro. Les Grecs ont payé cher l'incurie de leurs gouvernants. N'oublions tout de même pas, ce dont ils ont profité auparavant.

L'Union européenne a-t-elle sa part de responsabilité ? Oui.
D'abord l'emploi des fonds donnés à la Grèce n'a pas été contrôlé. Les statistiques grecques n'ont pas été mises en doute. Lorsque l'agence statistique européenne Eurostat a demandé aux Etats des pouvoirs accrus pour vérifier les comptes nationaux, ils lui ont été refusés. La Grèce a pu ainsi maquiller ses statistiques, voire mal employer des fonds européens, voire les détourner.
L'autre responsabilité des Européens est d'avoir conçu un euro sans pouvoir politique pour le piloter et sans politique économique commune des Etats utilisant l'euro. La surveillance de la discipline minimale exigée des Etats, se faisait au sein du Conseil Européen, c'est-à-dire entre chefs d'Etats hésitants à sanctionner un des leurs. Lorsque les Etats européens, l'Union et le FMI se sont portés au secours de la Grèce, ils l'ont fait trop tard et en imposant une cure d'austérité excessive qui a acculé nombre de Grecs à la misère, sans réduire pour autant l'endettement du pays.

La responsabilité de la situation de la Grèce est partagée entre la Grèce et ses créanciers européens. Cela devrait inciter chaque partie au compromis pour restructurer la dette et remettre le pays sur la bonne voie.